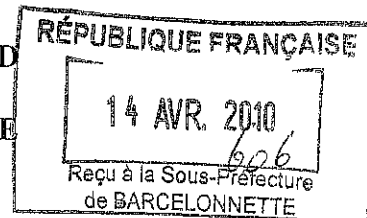


EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

COMMUNE DE LA CONDAMINE CHATELARD

Département des ALPES DE HAUTE PROVENCE
Canton de BARCELONNETTE



Arrêté 4/2010

OBJET : MISE A JOUR DU PLAN LOCAL D'URBANISME-SUPPRESSION DE DEUX SERVITUDES

Le Maire de La Condamine,

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L 123-1 à L 123-14 et R 123-1 à R 123-25 ;

Vu la délibération en date du 01 février 1991 prescrivant la révision du PLU ;

Vu la délibération en date du 16 septembre 2004 arrêtant le projet de PLU ;

Vu la délibération en date du 28 avril 2005 2005 approuvant le PLU ;

Vu la décision n°9224/DEF/RTSE/EM/DAS/BSI/STAT/D du 11 septembre 2009 ;

Vu la décision n°9336/DEF/RTSE/EM/DAS/BSI/STAT/D du 15 septembre 2009 ;

Considérant que le ministère de la Défense a abrogé les régimes extérieurs des champs de tir du Chanenc et de la Clapouse dont les zones dangereuses étaient situées sur les communes de Jausiers et de la Condamine Châtelard

ARRETE

Article 1er : Les servitudes d'utilité publique AR6 040 096 01 et AR6 040 096 02 relatives à ces deux champs de tir n'ont plus de fondement juridique et sont **ABROGES**.

Article 2 : De ce fait ces deux servitudes sont **SUPRIMEES** des annexes du Plan Local d'Urbanisme de La Condamine Châtelard.

Article 3 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

Monsieur le Sous-Préfet arrondissement de Barcelonnette.

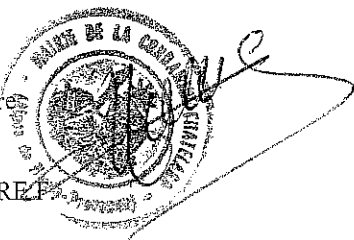
Monsieur le Directeur de la Direction Départementale des Territoires.

Monsieur le Gouverneur militaire de Lyon Commandant de la Région Terre Sud-Est et Officier Général de la zone de défense Sud-Est.

Fait à La Condamine,
le 09 avril 2010

Le Maire

HONORE



Acte rendu exécutoire après dépôt en Sous-Préfecture le
Et publication ou notification du

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

COMMUNE DE LA CONDAMINE CHATELARD

Séance du 23 MAI 2006

L'an deux mil six et le vingt trois mai à 18h00 le Conseil Municipal de cette Commune régulièrement convoqué en séance ordinaire, par courrier en date du 15 mai 2006, s'est réuni dans le lieu habituel de ses réunions, sous la présidence de Mr BONNET Christian, Maire.

Présents : Mr ANSINELLI G. Mr ARNAUD S. Mr BRES D. Mme MOURIER M. Mr ROBERT J.C.

Absents excusés : Mme BEHETS F. Mr LAJOURMARD C. Mr MICHEL T.

Absente : Mlle ARNAUD F.

Pouvoirs : Mme BEHETS F. à Mr ROBERT J.C. - Mr LAJOURMARD C. à Mr BRES D.

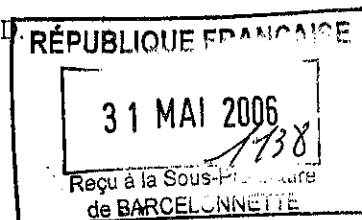
Secrétaire de Séance : Mme MOURIER M.

Nombre des Conseillers Municipaux en exercice : 10

Nombre des Conseillers Municipaux présents à la séance : 6

Nombre des Conseillers Municipaux ayant pris part au vote : 6

Nombre des Conseillers Municipaux ayant pris part au vote en vertu d'un pouvoir : 2



OBJET : APPROBATION DE LA REVISION SIMPLIFIEE DU P.L.U – PARCELLE D 374

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 123-6, L 123.10 et R 123-15 et suivants ;

Vu le Plan d'Occupation des Sols (P.O.S) approuvé le 05/08/1977 par délibération du Conseil Municipal ;

Vu la délibération du Conseil Municipal de La Condamine Châtelard du 01 février 1991 prescrivant la révision du POS ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 04/09/2003 ayant prescrit la révision du P.O.S en Plan Local d'Urbanisme (P.L.U) ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 16/09/2004 ayant arrêté le projet de P.L.U ;

Vu la délibération du Conseil Municipal de La Condamine Châtelard du 28/04/2005 approuvant le P.L.U

Vu la délibération du Conseil Municipal du 10/10/2005 rectifiée par la délibération en date du 26/01/2006 engageant la procédure de révision simplifiée du P.L.U pour la parcelle D 374

Vu les avis des personnes publiques associées

Vu le rapport et les conclusions du Commissaire-Enquêteur qui donne un avis favorable

Considérant que cette révision ne remet pas en cause l'économie générale du projet d'aménagement et de développement durable sans gros risque de nuisance et qu'elle permet au contraire un développement de la station de Ste Anne et laisse supposer la création d'emplois,

Considérant que la législation ayant été parfaitement respectée sur la publicité et sur le libre accès du dossier par les habitants qui ont pu s'exprimer en toute liberté,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des membres présents

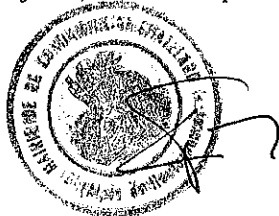
DECIDE

- **D 'APPROUVER** la révision simplifiée du P.L.U pour la parcelle D 374.
- La présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie pendant 1 mois. Mention de cet affichage sera, en outre, insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.
- Chacune de ces formalités de publicité mentionne le lieu où le dossier peut-être consulté, soit en Mairie aux jours et heures d'ouverture habituels.
- **La présente délibération deviendra exécutoire :**
 - Dans le délai d'un mois suivant sa réception par le Préfet, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au contenu du P.L.U, ou dans le cas contraire à compter de la prise en compte de ces modifications.
 - Après accomplissement de la dernière des mesures de publicité visées ci-dessus.

Ainsi délibéré les jours, mois et an que dessus.

Le Maire

BONNET C.

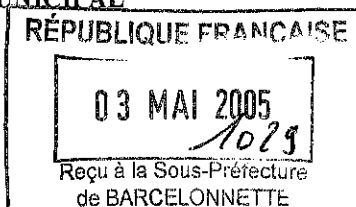


Acte rendu exécutoire après dépôt en Sous-Préfecture le
et publication ou notification du

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

COMMUNE DE LA CONDAMINE CHATELARD

Séance du 28 AVRIL 2005



L'an deux mil cinq et le vingt huit avril à 18h00 le Conseil Municipal de cette Commune régulièrement convoqué en urgence, s'est réuni dans le lieu habituel de ses réunions, sous la présidence de Mr BONNET Christian, Maire.

Présent(s) : Mr ARNAUD S. Mlle ARNAUD F. Mr ANSINELLI G. Mr BRES D. Mme MOURIER M. Mr ROBERT J.C.

Absent : Mr MICHEL T.

Absents excusés : Mme BEHETS F. Mr LAJOUMARD C. (pouvoir à Mr ANSINELLI G.)

Secrétaire de Séance : Mme MOURIER M.

OBJET : APPROBATION DE LA REVISION DU P.O.S EN P.L.U

Vu la mise en révision du P.O.S depuis le 29/08/1991,

Vu la décision du nouveau Conseil Municipal en 2001 de la mener enfin à son terme,

Vu que la procédure normale nous demandait d'adresser le rapport du Commissaire Enquêteur en Préfecture à l'issue de sa consultation,

Vu que le rapport envoyé le 25/03/2005 en Préfecture est resté 1 mois sans que nous soyons avertis que le Conseil Municipal aurait dû approuver le PLU avant présentation au contrôle de légalité,

CONSIDERANT qu'il est urgent de conclure ce dossier le plus rapidement possible afin de ne pas décourager un investisseur potentiel qui attend l'officialisation de notre P.L.U depuis plus d'un an, le Maire a décidé de convoquer en urgence le Conseil Municipal.

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 123-6, L 123.10 et R 123-15 et suivants ;

Vu le Plan d'Occupation des Sols (P.O.S) approuvé le 05/08/1977 par délibération du Conseil Municipal ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 04/09/2003 ayant prescrit la révision du P.O.S en Plan Local d'Urbanisme (P.L.U) ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 16/09/2004 ayant arrêté le projet de P.L.U ;

Vu l'arrêté du Maire en date du 06/01/2005 soumettant à enquête publique le projet de P.L.U arrêté par le Conseil Municipal ;

Vu les avis des personnes publiques associées ;

Vu le rapport et les conclusions du Commissaire-Enquêteur ;

Considérant que le P.L.U tel qu'il est présenté au Conseil Municipal a été modifié comme suit pour tenir compte des avis des services de l'Etat :

5 –Modifications apportées au dossier de PLU après enquête:

5.1 - Modifications apportées au rapport de présentation :

Page 1 : demande préfecture « Le territoire communal ne s'inscrit dans aucun SCOT et dépendait d'un ancien SDAU. Le PLU est compatible avec le SDAU dont la validité juridique est incertaine. »

Est remplacé par : « Le territoire communal ne s'inscrit dans aucun SCOT et dépendait d'un ancien SDAU actuellement caduc. »

Page 21 : demande préfecture « La RD 902 met en liaison le département des Alpes de Haute Provence avec celui des Hautes Alpes par le col de Vars qui n'est pas ouvert tout au long de l'année. »

Est remplacé par : « La RD 902 met en liaison le département des Alpes de Haute Provence avec celui des Hautes Alpes par le col de Vars qui est ouvert tout au long de l'année. »

Page 28 : demande préfecture « Il est constitué de canalisations de diamètre compris entre 200 mm et 300 mm qui conduisent les effluents vers une station d'épuration d'une capacité de 750 équivalent / habitant de niveau de traitement. »

Est remplacé par : « Il est constitué de canalisations de diamètre compris entre 200 mm et 300 mm qui conduisent les effluents vers une station d'épuration d'une capacité de 750 équivalent / habitant.

.../...

Acte rendu exécutoire après dépôt en Sous-Préfecture le et publication ou notification du

Page 34 : demande préfecture « Le schéma Départemental d'élimination des déchets ménagers traitera le problème à l'échelon de la vallée. » la phrase est enlevée.

Page 46 : demande préfecture « Ces mesures confirment aussi une réelle volonté de développement des équipements touristiques structurants par l'importante augmentation des surfaces réservées aux zones 4AU anciennement NAT. » la phrase est enlevée.

Page 47 : « Ce hameau, classé en 5N, seule véritable agglomération ancienne de la Commune mérite à tout prix une restauration de qualité. »

Est remplacé par : « Ce hameau, classé en N, seule véritable agglomération ancienne de la Commune mérite à tout prix une restauration de qualité. »

Page 47 : « Ce secteur, classé en 5N, ayant déjà fait l'objet d'une urbanisation diffuse importante depuis de nombreuses années ne semble pas pouvoir aujourd'hui retrouver sa caractéristique première de prés de fauche étagé sur quelques terrasses naturelles entrecoupées de bosquets de pins en bas de pente et de trembles, érables ou saules dans la pente.

Grâce à ces bosquets et au peu de recul qu'offre la vallée, ce mitage ne détruit pas le site.

Considérant que la majorité des unités foncières ont déjà été partagées, l'autorisation de construire un maximum de 5 maisons dans ce site semble acceptable.

La Direction Régionale des Affaires Culturelles par l'intermédiaire de son service de l'Archéologie précise que la plus grande prudence s'impose avant tout travaux dans le secteur Est de cette zone "au dessus du Prat" (voir plan de zonage) eu égard à la découverte d'une sépulture protohistorique.

En conséquence, en plus des mesures prévues au règlement du présent PLU, chaque dossier de construction, permis de construire ou autorisation de travaux, fera l'objet de la part du service instructeur d'une transmission pour information au service régional de l'archéologie, sauf s'il s'agit de travaux dans un bâtiment existant visant à changer la destination des locaux; »

Est remplacé par (demande préfecture): « Ce secteur, classé en 5Nga, ayant déjà fait l'objet d'une urbanisation diffuse importante depuis de nombreuses années ne semble pas pouvoir aujourd'hui retrouver sa caractéristique première de prés de fauche étagé sur quelques terrasses naturelles entrecoupées de bosquets de pins en bas de pente et de trembles, érables ou saules dans la pente.

Grâce à ces bosquets et au peu de recul qu'offre la vallée, ce mitage ne détruit pas le site.

Considérant les difficultés d'alimentation en eau potable et la nécessité d'assainissement individuel une urbanisation limitée ne pourra être autorisée qu'après modification du PLU.

La Direction Régionale des Affaires Culturelles par l'intermédiaire de son service de l'Archéologie précise que la plus grande prudence s'impose avant tout travaux dans le secteur Est de cette zone "au dessus du Prat" (voir plan de zonage) eu égard à la découverte d'une sépulture protohistorique. »

Page 50 : demande préfecture « Agriculture : Les espaces 1AU et 5AU se composent de prés de fauche et de boisements en pente douce. Ils ne constituent pas des secteurs clés de l'agriculture. »

Est remplacé par : « Agriculture : Les espaces 1AU se compose de prés de fauche et de boisements en pente douce. Ils ne constituent pas des secteurs clés de l'agriculture. »

Page 53 : demande préfecture est rajouté : « 3.2.3.8 – Zone 3N :

Elle reçoit un camping existant. »

5.2- Modifications apportées aux Orientations d'aménagements :

A la demande de la préfecture les orientations d'aménagement portant sur la zone des Clôts sont complétés pour mieux prendre en compte le paysage comme suit : 4.4 – La zone 1AU des Clots au-dessus du village :

« L'importance paysagère de la zone impose d'interdire l'implantation de constructions, à l'amont, dans la partie hachurée de la zone 1AU. Dans la partie non hachurée les implantations sont possibles sous réserve de réaliser des affouillements qui permettront d'obtenir une hauteur des constructions à l'égout du toit sensiblement identique à celle du bâti implanté sur la parcelle 184 et 182 (contiguë à la zone 1AU). »

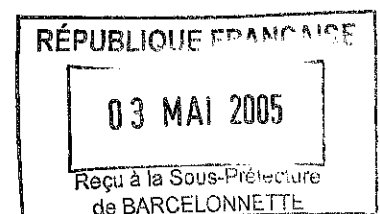
5.3 – Modifications apportées au règlement :

Modifications du règlement pour prendre en compte le risque communiqué par le servie RTM. Ainsi que les modifications suivantes :

Page 1 : « Naturelles : N comprenant cinq sous secteur 1N, 2N, 3N, 4N, 5N et 6N. » remplacé par « Naturelles : N comprenant cinq sous secteur 1N, 2N, 3N, 4N, 5N. »

.../...

Acte rendu exécutoire après dépôt en Sous-Préfecture le
et publication ou notification du



Page 5 : demande préfecture: « L'évacuation des eaux usées industrielles dans le réseau d'assainissement est subordonnée à un pré-traitement. » est remplacé par « L'évacuation des eaux non domestiques dans le réseau d'assainissement est subordonnée à un pré-traitement. »

Page 9 : demande de la préfecture, est rajouté la phrase : « Le défrichement de bois inclus ou attenant à un massif boisé de plus de 4 ha d'un seul tenant pour les propriétaires privés et dès les premiers m² pour les terrains appartenant à des collectivités est soumis à une autorisation préalable quel que soit le but du défrichement (construction, camping, aire de jeux...) et même s'il n'y a pas d'arbres coupés »

Les articles 10, demande de la préfecture, sont complétés pour la hauteur par la phrase : « par rapport au terrain naturel »

Article A1 et N1 sur proposition de la préfecture sont supprimée les mots « - les affouillements et exhaussements du sol »

Article A2 et N2 sur proposition de la préfecture est rajoutée la phrase : « g- les affouillements et exhaussements du sol tels que visés l'article R 442-2 du Code de l'Urbanisme sont autorisés sous réserve d'être nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif et à l'exploitation agricole; »

Article A1 sur proposition de la préfecture la phrase : « - les lotissements et les groupes d'habitation; » est remplacée par : « - les campings non liés à l'activité agricole, les lotissements et les groupes d'habitation; »

Article A2 sur proposition de la préfecture la phrase : « c - les constructions indispensables à la pratique des activités sportives et touristiques d'hiver et d'été. Sous réserve d'être implantés hors des secteurs comportant des risques naturels et à condition qu'elles ne portent pas préjudice à l'activité agricole; » est remplacée par : « c - les constructions techniques indispensables à la pratique des activités sportives et touristiques d'hiver et d'été. Sous réserve d'être implantés hors des secteurs comportant des risques naturels et à condition qu'elles ne portent pas préjudice à l'activité agricole; »

Article N1 sur proposition de la préfecture la phrase : « Les campings, les caravanings (sauf en 1N) et le stationnement des caravanes soumis à autorisation au sens de l'article R 443- 4 et 443-6 du Code de l'Urbanisme. » est remplacée par « Les campings (sauf en 3N), les caravanings (sauf en 1N) et le stationnement des caravanes soumis à autorisation au sens de l'article R 443- 4 et 443-6 du Code de l'Urbanisme. »

5.4 – La liste des emplacements réservés :

La superficie de l'emplacement réservé passe de 6 ha à 2 ha.

L'emplacement présent sur le plan 5.2 réservé 4/3 est rajouté dans la liste.

5.5 – Les plans de zonages :

Les plans de zonage sont modifiés sur trois points :

- diminution de la taille du parking à l'entrée de la station de ski pour répondre à la demande du commissaire enquêteur et du service RTM.
- Indexation des zones soumises à un risque à la demande du service RTM.
- L'emplacement réservé 4/4 correspondant à une erreur matérielle est supprimé.

5.6 – Le plan des servitudes :

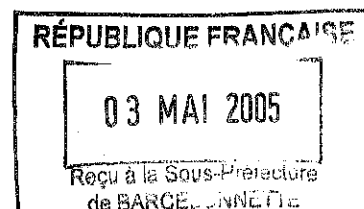
Sur demande de la préfecture et pour prendre en compte l'arrêté préfectoral n°98-2753 du 21/12/1998 la parcelle D 1321 est soumise à la servitude A1 et les parcelles D 1534 et 1536 en sont distraites.
est prêt à être approuvé, conformément aux articles susvisés du Code de l'Urbanisme.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des membres présents – 8 voix pour :

- **DECIDE D'APPROUVER** le P.L.U, tel qu'il est annexé à la présente ;
- La présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie pendant un mois. Mention de cet affichage sera, en outre, insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.
- Chacune de ces formalités de publicité mentionne le lieux où le dossier peut-être consulté.

.../...

Acte rendu exécutoire après dépôt en Sous-Préfecture le
et publication ou notification du



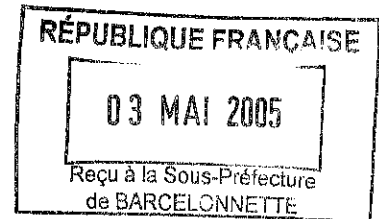
– La présente délibération deviendra exécutoire :

- Dans le délai d'un mois suivant sa réception par le Préfet, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au contenu du P.L.U, ou dans le cas contraire à compter de la prise en compte de ces modifications ;
- Après accomplissement de la dernière des mesures de publicité visées ci-dessus.

Ainsi délibéré les jours, mois et an que dessus.

Le Maire

BONNET C.



Acte rendu exécutoire après dépôt en Sous-Préfecture le
et publication ou notification du